



DIRECTION GENERALE

GENERAL DIRECTORATE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

INTERNAL TENDER'S BOARD

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/CNRPH/DG/CIPM/ 2026
DU 13/04/2026, EN PROCEDURE D'URGENCE, RELATIF A L'ACQUISITION D'UN
VEHICULE DE FONCTION DU DIRECTEUR GENERAL AU CENTRE NATIONAL DE
REHABILITATION DES PERSONNES HANDICAPEES CARDINAL PAUL EMILE
LEGER (CNRPH)**

Financement : BUDGET DU CNRPH –BIP MINAS-EXERCICE : 2026

Imputation budgétaire : 24310

1. Objet

Le Directeur Général du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile LEGER (CNRPH) lance en procédure d'urgence, pour le compte de son Etablissement, un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition d'un véhicule de fonction.

2. Consistance des Prestations

Les Prestations objet de la présente commande consistent en l'acquisition d'un véhicule de fonction tels que décrits à la pièce n°05 ci-dessous.

3. Allotissement

Les fournitures, objet du présent Appel d'Offres se présentent en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **soixante-dix millions (70.000.000) FCFA TTC.**

5. Délai prévisionnels et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Directeur Général du CNRPH pour la livraison des fournitures objet du présent Appel d'Offres est fixé à trois (03) mois calendaire à livrer au CNRPH. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit Camerounais installées au Cameroun et justifiant d'une expérience avérée dans la fourniture des équipements de même nature ou similaire.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget du CNRPH–BIP MINAS-EXERCICE : 2026–Imputation n° 24310.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne ou hors ligne. Toutefois, lorsque les deux possibilités sont ouvertes, un soumissionnaire ne peut utiliser à la fois le mode en ligne et le mode hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **un million cinquante mille (1.050.000) FCFA.** La caution de soumission doit être

timbrée et accompagnée du récépissé de consignation établi par la Caisse des Dépôts et Consignations et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entrainera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présente par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction Administrative et Financière, Service de l'Administration Générale du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile LEGER (CNRPH) Tel : 699 276 964/ 691 55 03 95 ; dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Direction Administrative et Financière, Service de l'Administration Générale du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile LEGER (CNRPH) Tel : 699 276 964/ 691 55 03 95 ; dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non-remboursable de soixante-cinq mille (65.000) FCFA, payable dans le compte CAS-ARMP N°33598800001-89 ouvert à la BICEC, représentant les frais d'acquisition du Dossier. La quittance devra préciser le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. Lors du retrait du Dossier, les Soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : Boite Postale, Téléphone, Fax, Téléx, E-mail.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission

12. Remise des Offres

Chaque Offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, à la Direction Administrative et Financière, Service de l'Administration Générale du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile LEGER (CNRPH) Tel : 699 276 964/ 691 55 03 95 au plus tard le 13/05/2026 à 12 heures précises, heures locales. Offre déposée et enregistrée dans le registre des Offres. Elle devra porter la mention : **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/CNRPH/DG/CIPM/2026 DU 13/04/2026, EN PROCEDURE D'URGENCE, RELATIF A L'ACQUISITION D'UN VEHICULE DE FONCTION DU DIRECTEUR GENERAL AU CENTRE NATIONAL DE REHABILITATION DES PERSONNES HANDICAPEES CARDINAL PAUL EMILE LEGER (CNRPH)**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13. Recevabilité des Offres

Les pièces administratives, l'Offre Technique et l'Offre Financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou Offre uniquement en copies.

Toute Offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministère en charge des Finances pour émettre les cautions

dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'Offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec le présent Appel d'Offres est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

De même, toutes les cautions demandées dans le cadre de l'exécution de la présente commande devront être timbrées et accompagnées du récépissé de consignation établi par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Elles devront être délivrées par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministère en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics.

14. Ouverture des Offres

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces Administratives et Financières aura lieu le **13/05/2026 à 13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile LEGER (CNRPH) à la Salle de Conférences de ladite institution.

Seuls les Soumissionnaires les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

15-1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou non-conformité du cautionnement de soumission dans l'offre administrative à l'ouverture des plis ;
- de la non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté la caution de soumission) ;
- de fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsifications des pièces ;
- du non-respect d'au moins 80% des critères essentiels énumérés ;
- de l'absence de prospectus de couleur dans l'original et toutes les copies accompagné de catalogue ou Fiche d'Information Technique sur les fournitures ;
- du non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans le descriptif des fournitures du présent DAO ;
- de l'absence de la charte d'intégrité dûment rempli et signé ;
- de l'absence de la Déclaration d'engagement social et environnemental dûment rempli et signé ;
- de l'absence de la Fiche d'Information Technique sur les fournitures ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre Financière ;
- Absence de l'attestation de non-abandon des marchés au cours des trois (03) dernières années ;
- de l'absence de la lettre de soumission ;
- de l'absence de la justification de la disponibilité des ressources financières représentant au moins 30% du coût prévisionnel du marché ;
- du non-respect du délai d'exécution prescrit.

15-2. Critères essentiels

Les critères d'évaluation technico-financière des candidats se feront suivant le mode binaire en attribuant à chaque critère la valeur positive (oui) ou la valeur négative (non).

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations ou livrer les fournitures, objet de l'Appel d'Offres.

- a) Présentation de l'Offres : sommaire avec numéro des pages et séparation des pièces par intercalaires en couleur autre que le blanc/noir dans l'original et les copies, respect d'ordre d'agencement des pièces dans l'ordre demandé dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- b) Références du cocontractant dans les prestations similaires : fournir au moins deux (02) références justifiées au cours des cinq (05) dernières années (PV de réception daté et signé des membres, première et dernière page du contrat enregistré ;
- c) Service après-vente :
 - Représentation permanente sur le territoire national (adresse complète à fournir) ;
 - Atelier de réparation (adresse complète, photographie + téléphone du responsable ;
 - Stock pièces de rechange (disposer d'équipements techniques) ;
- d) Planning et délai de livraison ;
- e) Preuves d'acceptation des conditions du marché ;
- f) Période de garantie.

Seules les soumissions qui auront obtenu au moins 80% de l'ensemble des critères essentiels pris en compte dans le RPAO et à l'issue de l'analyse technique seront admises à l'analyse financière.

16. Délai de réponse des Soumissionnaires :

Pour cet Appel d'Offres, le délai de réponse est fixé à **vingt-un (21) jours** ouvrables aux entreprises désireuses d'y participer à compter de la date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres (pour des raisons pratiques, les jours fériés, les samedis et dimanches étant exclus dans la compilation des délais).

17. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant soixante-dix (70) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Tout autre renseignement complémentaire sera obtenu auprès à la Direction Administrative et Financière, Service de l'Administration Générale du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile LEGER (CNRPH) Tel : 699 27 69 64/ 691 55 03 95.

Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

Yaoundé, le **13 AVR 2026**

Le Directeur Général du CNRPH,
(Autorité Contractante)

Copie :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication au JDM) ;
- P/CIPM (pour information) ;
- SAG/ (pour information) ;
- CHRONO/ARCHIVES (pour mémoire) ;
- AFFICHAGE (pour information).



Manga Alexandre



DIRECTION GENERALE

GENERAL DIRECTORATE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

INTERNAL TENDER'S BOARD

**OPEN NATIONAL TENDER NOTICE N°007/AONO/NCRPD/DG/CIPM/ 2026 OF
13/04/2026, IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE PURCHASE OF A COMPANY
CAR FOR THE MANAGING DIRECTOR AT THE CARDINAL PAUL EMILE LEGER
NATIONAL CENTRE FOR THE REHABILITATION OF PERSONS WITH DISABILITIES
(CPEL/NCRPD)**

**Funding: BUDGET OF THE NCRPD –MINAS PIB 2026 FISCAL YEAR
Budgetary charge : 24310**

1. Objective :

The Director General of the Cardinal Paul Emile LEGER National Centre for the Rehabilitation of Persons with Disabilities (CPEL/NCRPD) launches an Open National Tender Notice in emergency procedure for the purchase of company car.

2. Consistency of the service

The service offer relating to this Order has to do with the purchase of company car as described in exhibit n°5 below.

3. Allotment

The supplies subject to this Tender shall be contained in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of this provision, following preliminary studies, amounts to seventy million (70 000 000) CFAF, taxes included.

5. Delivery timeframe and location

The timeframe for the delivery at CPEL/NCRPD of the materials related to this Call for Tender is three (03) months maximum from the date of notification of the Start-up Service Order.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to tender is open to companies governed by Cameroonian law, established in Cameroon and demonstrating proven experience in the supply of similar or related equipment.

7. Funding

Provisions of this Invitation to tender are financed by the budget of the NCRPD –MINAS PIB 2026 fiscal year under the budgetary charge n° 24310.

8. Submission method

The submission method selected for this consultation is online or offline. However, when both options are available, a bidder cannot use both the online and the offline simultaneously.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose his administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts and listed in annex 14 of the Tender Documents (DAO) in the amount of one million fifty thousand (1.050.000) CFAF. The Bid Bond shall be stamped and accompanied by a receipt of deposit issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC), and must remain valid for up to thirty (30) days beyond the Bid validity deadline. Failure

to provide a Bid Bond issued by a first class bank or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with the consultation in question will result in the outright rejection of tender. A Bid Bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be deemed absent. The Bid Bond submitted by a bidder during the Bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The File can be consulted during working hours at the Administrative and Finance Department, General Administrative Service of CPEL/NCRPD, Tel: 699 276 964/ 691 550 395, as from the publication of this invitation.

It can also be consulted online through the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA Website (www.armac.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The File can be acquired during working hours at the Administrative and Finance Department, General Administrative Service of CPEL/NCRPD, Tel: 699 276 964/ 691 550 395, as from the publication of this invitation, against payment of a non-refundable amount of **sixty-five thousand (65.000) CFAF**, payable in the CAS-ARMP account N°**33598800001-89** opened at BICEC, representing the purchase price of the Tender File. The receipt must specify the number of Invitation to Tender. When Tenders are withdrawn, Tenderers must register by leaving their complete address: P.O Box, Telephone, Fax, Telex, and E-mail.

It is also possible to obtain the electronic version of the Tender File by free download at the addresses mentioned above. However, submission by physical or electronic means is subject to the payment of the acquisition cost of the Tender File.

12. Submission of Bids

Each Bid shall be written in French or English in **seven (07) copies**, **one (01)** of which in original and **six (06) copies**, marked at such, and which must be sealed and deposited at the Administrative and Finance Department, General Administrative Service of CPEL/NCRPD, Tel: 699 276 964/ 691 550 395, not later than **13/05/2026 at 12h00 PM**. It shall be deposited and registered in the Tenders register and shall bear the following inscription:

**OPEN NATIONAL TENDER NOTICE N°007/AONO/NCRPD/DG/CIPM/ 2026 OF
13/04/2026, IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE PURCHASE OF A COMPANY
CAR FOR THE MANAGING DIRECTOR AT THE CARDINAL PAUL EMILE LEGER
NATIONAL CENTRE FOR THE REHABILITATION OF PERSONS WITH DISABILITIES
(CPEL/NCRPD)**

“TO BE OPENED ONLY DURING THE CHECKING SESSION”

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer and the administrative offer shall be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following shall be declared inadmissible by the Project owner:

- Envelopes bearing the details of the identity of bidders;
- Bids submitted after the deadline;
- Envelopes without an indication of the identity of the Invitation to Tender;
- Envelopes non-compliant with the submission template;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the Special Tender Regulations or submission of Offer in copies only.

Any Bid not meeting the requirements provided in this Invitation to tender shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the Bid Bond issued by a first-class institution or bank approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the templates of the documents in the Tender File will result in the outright rejection of the Bid with possible of appeal.

A Bid Bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be deemed absent. A Bid Bond presented by a bidder during the Bid opening session shall be inadmissible.

Likewise, all guarantees requested in the context of the execution of this order must be stamped and accompanied by the receipt established by **Deposits and Consignment Fund (CDEC)**. They must be issued by a **first-class institution or bank approved by the Ministry of Finance to issue guarantees in the field of public procurement**.

Bond presented by a bidder during the Bid opening session shall be inadmissible.

14. Opening of Bids

The opening of bids shall take place in two phases.

In any case, the opening of the administrative and technical documents shall take place on the **13/05/2026 at 1 pm** by the internal procurement committee of the Cardinal Paul Emile LEGER National Centre for the Rehabilitation of Persons with Disabilities in the conference hall.

Only bidders or one of their representatives shall be called upon to attend the ceremony, even for Group of enterprise.

For the files not to be rejected, required administrative documents shall be duly provided in originals or certified true copies signed by the competent service or authorities, in accordance with Specific Rules and Regulations laid down by this Invitation notice. They shall not be older than three (03) months as from the original deadline of the submission of bids or shall not be established after the effective and closing date of this invitation notice.

If any administrative document is missing or is not compliant during the bid-opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid will be declared inadmissible.

15. Evaluation criteria

The evaluation criteria are of two types: **eliminary criteria** and **essential criteria**. A criterion cannot be both eliminary and essential.

15.1. *Eliminary criteria*

These include notably :

- Absence or non-compliance of the Bid Bond in the administrative offer at the bid opening;
- non-submission beyond 48 hours following the bid-session of one administrative file deemed non-compliant or absent during the opening session (except the Bid Bond.);
- False déclarations, fraudulent manœuvres, or falsification of documents ;
- Failure to meet at least 80% of the essential criteria listed ;
- absence of color leaflets in the original and all copies accompanied by a catalog or Technical Information Sheet on supplies;
- Failure to meet one of the technical specifications listed in the description of supplies in this Tender File, where applicable;
- Absence of a duly completed and signed integrity charter
- Absence of a duly completed and signed declaration to comply with social and environmental commitment;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of certificate of non-abandonment of markets over the last three (03) years;
- Absence of the submission letter;
- Failure to provide evidence of the availability of financial resources amounting to at least 30% of the estimated contract value
- Failure to comply with the prescribed execution deadline.

15-2. *Essential criteria*

The technical and financial evaluation criteria of the candidates will follow a binary mode, assigning each criterion a positive value (yes) or a negative value (no).

The criteria referred to as essential are those that are crucial or key to assess the technical and financial capacity of the candidates to perform the services or deliver the supplies, subject of the Tender.

- a) **Presentation of the Offer:** summary with pages and separation of documents by colored dividers other than white/black in the original and copies, compliance with the order of arrangement of documents as requested in the Special Tender Regulations.
- b) **References of the co-contractor in similar services:** provide at least two (02) justified references from the last five (05) years (dated acceptance report and signed by the members, first and last pages of the contract registered).
- c) **Financial capacity certificate** equal or greater than twenty million (20 000 000) CFAF issued by a first-class bank approved by the Ministry of Finance.
- d) **After-sales service :**
 - Permanent representation on the national territory (full address to be provided);
 - Repair workshop (full address, photograph + phone number of the person in charge);
 - Spare parts stock (must have technical equipment).
- e) **Delivery schedule and deadline**
- f) **Proof of acceptance of the contract conditions**
- g) **Warranty period.**

Only submissions that have obtained at least 80% for all the criteria considered in the Special Tender Regulations and after the technical analysis will be admitted to the financial analysis.

16. Bidders' response deadline

For this Call for Tender, the response deadline is set to twenty-one (21) working days for companies wishing to participate, starting from the date of publication of the Notice of Invitation to Tender (for practical reasons, public holidays, Saturdays and Sundays shall be excluded from the deadline calculation).

17. Awarding of the contract

The Contracting Authority will award the contract to the bidder who meets the required technical and financial qualification criteria and whose Bid is evaluated as the lowest.

18. Validity of Bids

Bidders shall remain bound to their Bids during ninety (90) days as from the initial deadline prescribed for the submission of Bids.

19. Additional information

Further information can be obtained at the Administrative and Finance Department, General Administrative Service of CPEL/NCRPD, Tel: 699 276 964/ 691 550 395.

It can also be consulted online through the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA Website (www.armp.cm).

Yaounde, the 13 AVR 2026

**The Director General of the NCRPD,
(Contracting Authority)**

Copies :

- MINPC ;
- PCRA (for publication in the PPJ) ;
- P/IPC (for information) ;
- GAS/ (for information) ;
- CHRONO/ARCHIVES (for memory) ;
- PUBLISHING (for information).



Manga Alexandre